



Peines injustifiées et traitement
brutal des femmes
dans les prisons
en Iran

Rapport Mensuel
Commission des Femmes
du Conseil national de la Résistance iranienne

Juin 2019

Peines injustifiées et traitement brutal des femmes dans les prisons en Iran

En juin 2019, la répression contre les militantes des droits des femmes en Iran s'est intensifiée. Alors que le régime clérical s'affaiblit de jour en jour, les activités des militants des droits humains deviennent de moins en moins tolérées.

Selon des sources confirmées, une vingtaine de militantes des droits de l'Homme qui ont été emprisonnées ou brutalisées en prison au cours du mois de juin. Certaines d'entre elles ont été condamnées à de lourdes peines et d'autres ont été incarcérées pour purger leur peine.

D'autre part, le régime a intensifié les exécutions, y compris de femmes, pour renforcer l'atmosphère de la terreur dans la société.

Les exécutions et les assassinats ignobles de prisonniers en prison se sont toutefois avérés être un facteur de mécontentement et d'opposition parmi la population, comme l'ont démontré les funérailles d'Alireza Shir-Mohammad-Ali, prisonnier politique assassiné en prison (sud de Téhéran).

La 89^e exécution d'une femme

Le mois de juin a vu l'exécution d'une autre femme, la 89^e à être exécutée pendant le mandat de Hassan Rouhani. [Fateme Nassiri](#), emprisonnée à la prison de Qarchak depuis 11 ans, a été pendue le 19 juin 2019 à la prison de Ghohardasht (connue aussi par le nom de Rajaii-shahr). Elle aurait revendiqué la responsabilité d'un meurtre commis par son fils.

Peine de mort pour une mère pour s'être défendue contre le viol

La condamnation à mort prononcée le 25 juin pour [Soghra Khalili](#), 36 ans, mère de deux enfants, pour s'être défendue contre un viol, est choquante.

Elle est en prison depuis sept ans. Son fils de 4 ans vit avec elle à la prison centrale de Sanandaj (dans le Kurdistan iranien, au nord-ouest du pays). Son autre fils a 14 ans vit avec son père.

Omid Badri, le mari de Soghra, a déclaré : "Le verdict de mort a été prononcé en 2015, mais le meurtre commis par ma femme était pour défendre sa dignité contre un homme qui l'avait harcelée. Les habitants de notre village savent que la victime avait harcelé plusieurs autres familles de la même manière et fait pression sur d'autres femmes mariées. Ali (la victime) n'a pas épargné ma femme, alors qu'elle était mariée. Ma femme s'est défendue dans une tentative de viol, en le poignardant à mort."

M. Badri a dit qu'il n'avait que deux mois pour payer le prix du sang à la famille de la victime, sinon elle va être exécutée (selon la loi du Talion en vigueur sous le régime des mollahs).

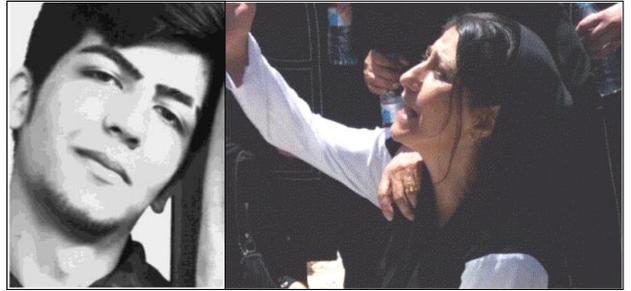
Les lois internationales découragent l'imposition de peines d'emprisonnement, et encore moins de peines de mort, aux femmes en raison de leur rôle de mère, mais ce n'est pas le cas sous le régime iranien au pouvoir.

En outre, ce n'est pas la première fois qu'une femme est condamnée à mort pour s'être défendue contre un viol. En 2014, Reyhaneh Jabbari a été pendue après avoir passé sept ans en prison parce qu'elle n'a pas cédé aux pressions de son agresseur qui était un haut responsable du ministère du renseignement du régime.



Appel à la justice lors des funérailles d'un prisonnier politique assassiné

Le vendredi 14 juin 2019, [le cortège funèbre](#) et l'inhumation du prisonnier politique Alireza Shir-Mohammad-Ali ont eu lieu au cimetière Behesht-e Zahra au sud de Téhéran.



Ce prisonnier politique de 21 ans a été poignardé à mort dans le cadre d'un plan prémédité le 10 juin 2019 par deux détenus recrutés par les autorités du pénitencier du Grand Téhéran (connu aussi sous le nom de la prison de Fshafvyh).

Bien que les funérailles se soient déroulées sous un strict contrôle policier, un groupe des mères de martyrs et de prisonniers politiques y ont participé et en ont fait une occasion pour réclamer justice pour les victimes innocentes de persécutions en Iran. Ces femmes ont exhorté la mère d'Alireza à être courageuse et à se joindre au mouvement d'appel à la justice des mères de martyrs.

Conditions de détention des femmes détenues politiques et militantes des droits de l'homme

Nazanin Zaghari

L'Anglo-iranienne [Nazanin Zaghari](#) a entamé une grève de la faim de deux semaines pour protester contre sa propre détention injuste, exigeant d'être libérée sans condition après trois ans.

Elle est [victime de la politique de prise d'otages](#) du régime iranien et sert de monnaie d'échange dans les accords de Téhéran avec le Royaume-Uni.

Nazanin Zaghari a entamé sa grève de la faim le 15 juin 2019, jour de l'anniversaire de sa fille. Son mari, M. Richard Ratcliffe, a également entamé sa grève de la faim le même jour en solidarité avec son épouse devant l'ambassade d'Iran à Londres.

Nazanin Zaghari était chargée de projet à la Fondation Thompson Reuters lorsqu'elle s'est rendue en Iran avec sa fille de deux ans, Gabriella, pour rendre visite à ses parents en mars 2016. Elle a été arrêtée à l'aéroport le 3 avril 2016, alors qu'elle et sa fille étaient sur le point de prendre un vol pour le Royaume-Uni.

Après des mois d'emprisonnement sans procès, elle a été condamnée à cinq ans de prison.



Ameneh Zaheri Sari

La prisonnière politique [Ameneh Zaheri Sari](#) a été brutalisée par des gardes à la prison de Sepidar d'Ahvaz. Sa famille a dit qu'elle avait été blessée au bras et qu'elle avait été privée de soins et de traitements médicaux.

Ameneh Zaheri Sari avait auparavant souffert de graves contusions. Selon le médecin travaillant au dispensaire, elle doit être rapidement transférée à l'hôpital pour des examens médicaux et des soins. Les autorités pénitentiaires ont jusqu'à présent empêché son transfert à l'hôpital.

Ameneh Zaheri Sari devait être libérée sous caution de 300 millions de tomans [63 000€], mais sa libération provisoire a également été suspendue.



Saba Kord Afshari

[Saba Kord Afshari](#), militante des droits de l'Homme et ancienne prisonnière politique, a été arrêtée à son domicile le 1^{er} juin 2019 et emmenée au centre de détention de l'avenue Vozara à Téhéran, où elle a été détenue dans un secteur isolé pendant dix jours. Puis, le 11 juin, elle a été transférée au quartier de quarantaine de la prison de Qarchak. Le 2 juillet, elle a été transférée dans un lieu inconnu pour d'autres interrogatoires.



Saba Kord Afshari, 19 ans, a été arrêtée pendant les manifestations en août 2018 et condamnée à un an de prison, mais libérée en février 2019.

Parmi les chefs d'accusation dont elle a été informée figuraient la promotion de la "corruption et de la prostitution par l'enlèvement du voile et la marche sans voile, la propagande contre le pouvoir en place, les contacts avec des groupes opposés et la planification du renversement en douceur du régime", ainsi que la "complicité et association contre l'État".

Sanaz Allahyari

[Sanaz Allahyari](#), membre du comité de rédaction d'un magazine en ligne appelé GAM, est détenue depuis six mois. Elle est tombée gravement malade pendant sa détention et a perdu 10 kilos, mais les médecins de la prison n'ont pas réussi à diagnostiquer sa maladie.



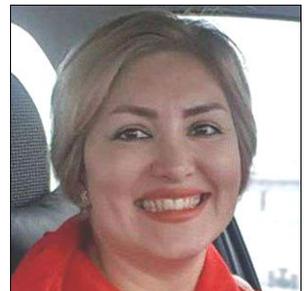
Elle souffre de maux d'estomac récurrents, de perte de poids et de tremblements graves dans les mains et les jambes depuis au moins deux mois. Malgré les efforts de sa famille, les responsables de la prison ont empêché son transfert à l'hôpital pour recevoir les soins médicaux.

Sanaz Allahyari et son mari Amirhossein Mohammadifar ont entamé une [grève de la faim](#) le 4 juillet 2019. Le couple de journalistes a rendu compte des injustices sociales, notamment de la situation des travailleurs iraniens.

Nahid Shaqaqi

Nahid Shaqaqi, membre de l'association Neday-e Zananan-e Iran (Voix des Femmes en Iran), reste incarcérée depuis le mois dernier, date de son arrestation. Son statut reste indéfini.

[Trois de ses collègues](#) ont été convoqués au bureau du procureur de la prison d'Evin à la mi-juin, après que leurs résidences aient été saccagées par les forces de sécurité.



Maryam Mohammadi, Esrin Derkaleh et Nargess Khorrami sont également membres de l'association Neday-e Zananan-e Iran.

Akram Nasirian, un autre membre de ce groupe, a été libérée sous caution après 27 jours dans le quartier 209 (le quartier du ministère du renseignement) d'Evin.

Militantes syndicales

Les mandats de dépôt contre les [militants syndicaux](#) Neda Naji et Marzieh Amiri ont été prolongés d'un mois.



Atefeh Rangriz a été remise en liberté sous caution, mais les autorités pénitentiaires ont empêché sa libération sous divers prétextes. Les responsables du bureau du procureur d'Evin disent qu'ils n'acceptent pas la libération sous caution de Mme Rangriz parce qu'une nouvelle accusation a été portée contre elle.

Les trois militantes syndicales restent incarcérées depuis le 1^{er} mai.

Marzieh Amiri, journaliste et étudiante à l'Université de Téhéran, est actuellement détenue dans le quartier des femmes de la prison d'Evin. Neda Naji et Atefeh Rangriz sont incarcérées à la prison de Qarchak.

Anisha Assadollahi

[Anisha Assadollahi](#), militante syndicale, a été arrêtée de nouveau par 12 agents du renseignement alors qu'elle marchait dans la rue la nuit du 18 juin 2019.

Elle avait été libérée sous caution après avoir été arrêtée lors d'une manifestation de protestation de la fête du Travail à Téhéran le 1^{er} mai.

Mme Assadollahi a contacté sa famille quelques heures après avoir été arrêtée, les informant qu'elle était à la prison d'Evin.



Iran Rahpaykar

Arrêtée il y a six semaines, la militante des droits de l'Homme, Iran Rahpaykar reste dans les limbes dans le centre de détention de Sanandaj, capitale de la province du Kurdistan iranien. Elle a été emmenée plusieurs fois au Département du renseignement pour y subir des interrogatoires. Mme Rahpaykar souffre d'asthme et son état de santé se détériore de jour en jour en raison du manque de soins médicaux.

Zahra Mohammadi

La militante kurde des droits de l'Homme, [Zahra Mohammadi](#) reste dans des conditions indéterminées.

Zahra Mohammadi, directrice de l'Association sociale et culturelle de Nojin, a été arrêtée le 23 mai 2019.

Zahra Mohammadi, 28 ans, est titulaire d'une maîtrise en géopolitique de l'Université de Birjand. Elle enseignait la langue kurde à Sanandaj et dans les villages environnants depuis dix ans.

L'Association Nojin est une association sociale et culturelle active avec des branches dans les villes de Sanandaj, Kamyaran, Dehgolan, Saqqez et Baneh.



Atena Daemi et Golrokh Ira'i

Atena Daemi, qui se trouve en prison depuis cinq ans, pour ses activités civiles, a été arrêtée le 21 octobre 2014. Elle a commencé à purger sa peine en décembre 2016 à la prison d'Evin.

Golrokh Ebrahimi Ira'i a été libérée le 8 avril 2019, après avoir purgé sa peine. Elle était emprisonnée depuis le 24 octobre 2016. Si elle est reconnue coupable, elle pourrait bien être renvoyée de force en prison.



Leila Hosseinzadeh

La Cour d'Appel de la province de Téhéran a confirmé la peine de 3,5 ans prononcée contre [Leila Hosseinzadeh](#), étudiante activiste de l'Université de Téhéran. Il lui est également interdit de quitter le pays pendant deux ans.

Leila Hosseinzadeh, secrétaire du Conseil central des étudiants de l'Université de Téhéran, a été arrêtée lors des soulèvements nationaux de janvier 2018 et libérée sous caution après un certain temps.



Le lundi 24 juin 2019, la 36^e chambre de la Cour d'Appel de la province de Téhéran l'a informée de sa condamnation. Leila Hosseinzadeh a été condamnée à 30 mois de prison pour "association et collusion contre la sécurité nationale" et à un an de prison pour "propagande contre l'Etat".

Femmes bahaïes

La première chambre de la Cour de Tabriz (nord-ouest de l'Iran) a condamné Monica Alizadeh et Shabnam Eassakhani à six mois de prison pour appartenance à la minorité des bahaïs.

Toujours à Téhéran, Sofia Mobini a été condamnée pour la même raison à 10 ans de prison par la 26^e chambre du tribunal révolutionnaire de Téhéran.

Samaneh Noruz Moradi

La prisonnière politique Samaneh Noruz Moradi, qui avait été arrêtée et détenue pendant deux semaines en septembre 2018, puis libérée sous caution, a été condamnée à trois ans et neuf mois de prison et emmené au quartier des femmes d'Evin pour purger sa peine.

Elena Allahverdi

Elena Allahverdi, employée du ministère du Pétrole, est également détenue dans le quartier général de la prison d'Evin sous statut indéterminé. Elle a été arrêtée en mars 2018 par les forces de contre-espionnage du Corps des Gardiens de la révolution islamique (CGRI) et conduite au quartier pénitentiaire sous le contrôle de celui-ci à Evin.

Son statut juridique reste inconnu malgré le fait que 16 mois se soient écoulés depuis son arrestation et que son cas ait été renvoyé devant le tribunal.

Elena Allahverdi est âgée de 36 ans et a passé un an de sa détention des cellules isolées et elle subissait régulièrement des interrogatoires..

Nazilla Nouri

[Nazilla Nouri](#), gynécologue et membre de la minorité des derviches Gonabadi, a été transférée de la prison de Qarchak au quartier des femmes d'Evin pour purger sa peine d'un an.

